

Le 15 octobre 2022, 44 pays et 200 participants ont pris part au Conclave ministériel à huis clos sur le Capital humain à l'occasion des Assemblées annuelles 2022 pour discuter des priorités politiques et des solutions afin d'apporter un **soutien immédiat aux personnes vulnérables et d'investir dans une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable**

## PRINCIPAUX POINTS À RETENIR

Les programmes de transferts monétaires ciblés, sous-tendus par des registres d'aide sociale, peuvent protéger les pauvres et les personnes vulnérables des effets immédiats de la hausse des prix des produits alimentaires et d'autres produits.

- **Les gouvernements** devraient recourir à des mesures ciblées pour soutenir les ménages dans un délai déterminé et s'efforcer de renforcer les registres d'aide sociale afin de permettre des réponses agiles aux crises futures.

- **Le Groupe de la Banque mondiale** peut aider les pays en leur fournissant des financements pour répondre à ces besoins et une assistance technique pour accompagner une mise en œuvre efficace.

**Les programmes d'inclusion productive** allant au-delà des bénéfices monétaires peuvent contribuer à améliorer la résilience des ménages à long terme.

- **Les gouvernements** peuvent mettre en œuvre des programmes d'inclusion productive axés sur l'éducation, l'entrepreneuriat et le

développement des compétences socio-émotionnelles, en particulier pour les femmes.

- **Le Groupe de la Banque mondiale** peut aider les pays à exploiter des partenariats qui peuvent contribuer à la mise en place de solides programmes d'inclusion productive, le secteur privé et les organisations à but non lucratif jouant souvent un rôle clé dans leur mise en œuvre.

**Il est essentiel de soutenir des systèmes alimentaires durables, nutritifs et abordables.**

- **Les gouvernements** peuvent soutenir des systèmes alimentaires durables, nutritifs et abordables de diverses manières, notamment par le transfert de technologies, le financement, la vulgarisation agricole, le développement des compétences et, surtout, en évitant les subventions universelles et les restrictions commerciales.

- **Le Groupe de la Banque mondiale** aidera les pays à développer des pratiques agricoles durables et jouera un rôle dans la facilitation de l'échange de connaissances et de l'apprentissage par les pairs entre les pays.



**Les ministres des Finances de 17 pays ont partagé leurs expériences lors de tables rondes thématiques. Le premier thème** était axé sur la fourniture d'un soutien immédiat aux personnes vulnérables, tout en construisant des systèmes de protection sociale résilients aux chocs ; **le deuxième thème** portait sur l'investissement dans une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable.

Le président du Groupe de la Banque mondiale, M. David Malpass, a prononcé le discours d'ouverture soulignant la réponse du Groupe de la Banque à la crise alimentaire et nutritionnelle mondiale, et le directeur général des opérations de la Banque mondiale, M. Axel van Trotsenburg, a clôturé le Conclave.

La directrice générale de la Banque chargée des politiques de développement et des partenariats, Mme Mari Pangestu, a animé l'une des sessions thématiques ; et l'événement était présidé par la vice-présidente de la Banque mondiale chargée du développement humain, Mme Mamta Murthi.

## REMARQUES PRÉLIMINAIRES

**La vice-présidente Mamta Murthi** a ouvert l'événement par les observations suivantes sur la crise alimentaire mondiale :

- Les crises mondiales actuelles, qui se chevauchent, ont inversé des décennies de progrès en matière de capital humain. Il est urgent

**d'investir massivement dans le capital humain** - en plaçant les populations au cœur de la réponse à la crise - afin de rétablir et de renforcer les résultats en matière de capital humain, en aidant les individus et les communautés à réaliser pleinement leur potentiel.

- Le Conclave ministériel sur le capital humain intervient à un moment critique où **le monde traverse une crise alimentaire et nutritionnelle globale**. Les pénuries alimentaires et l'inflation élevée touchent surtout les ménages pauvres et vulnérables et entraînent des **mécanismes d'adaptation défavorables** ayant des impacts durables sur l'éducation, la santé, la productivité et les revenus.

- De nombreuses familles auront des régimes alimentaires moins diversifiés, ce qui peut **entraîner la malnutrition et la sous-nutrition**, compromettant ainsi le bon développement du cerveau. La malnutrition et la sous-nutrition peuvent également provoquer l'obésité chez les adultes, ce qui est liée à de nombreuses maladies sévères et chroniques.

- Cela souligne l'importance de **l'approche holistique à l'échelle gouvernementale et de l'ensemble de la société** promue par le Projet pour le capital humain, un réseau mondial de 86 pays qui se sont engagés à accélérer les investissements dans l'humain pour construire, protéger et utiliser le capital humain.



Avant de laisser la parole à la première table ronde de ministres pour discuter du premier thème du Conclave, **le président du Groupe de la Banque, M. David Malpass, a prononcé un discours d'ouverture** inspiré de ses réflexions menées lors de ces Assemblées annuelles :

- Le récent rapport intitulé « [Poverty and Shared Prosperity 2022](#) » révèle que **l'extrême pauvreté a augmenté** et que nombre de nos acquis antérieurs se sont inversés - un exemple palpable de la crise de développement. Parmi les enseignements tirés, on constate que les pays dotés de **filets de sécurité sociale** ont moins souffert des multiples effets de la pandémie.
- Les pays à revenu intermédiaire sont également confrontés à une vulnérabilité croissante face à des chocs multiples. Le **poids croissant de la dette** érode la marge de manœuvre budgétaire des pays.
- Les crises passées ont clairement démontré que **les enfants (y compris les enfants in utero) peuvent subir les conséquences à long terme de chocs à court terme**, et que **les filles sont confrontées à un taux disproportionné d'abandon scolaire, de grossesses et de mariages d'enfants**.
- Pour relever certains des défis actuels et renforcer la résilience, il est nécessaire d'adopter une **approche systémique intégrée**. Par exemple, nombre d'écoles fournissent des déjeuners nutritifs qui aident les enfants à développer leur cerveau et réduisent les retards de croissance.

De même, à mesure que nous cherchons à intégrer des politiques et un développement sensibles au climat, il sera de plus en plus important de travailler sur divers systèmes pour **atténuer le changement climatique, s'y adapter et renforcer la résilience à cet égard**.

- Pour soutenir nos clients en cette période sans précédent, **30 milliards de dollars** sur les **170 milliards** d'engagements financiers de la Banque mondiale, ont été promis pour la sécurité alimentaire, ce qui permet d'apporter une réponse immédiate, mais aussi de renforcer les systèmes alimentaires afin d'accroître la résilience à long terme.
- **En outre, il est nécessaire de déployer des efforts concertés à l'échelle mondiale.** Le Groupe de la Banque mondiale, conjointement avec la présidence du Groupe des Sept (G7), a convoqué [l'Alliance mondiale pour la sécurité alimentaire](#) (AMSA) et travaille avec des institutions clés, dont l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds monétaire international (FMI), le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), pour catalyser la sécurité alimentaire et promouvoir la coopération mondiale. L'alliance vise à éviter le surstockage et les restrictions à l'exportation de denrées alimentaires, et à lutter contre la pénurie d'engrais. L'SFI, par le biais d'une [plateforme mondiale pour la sécurité alimentaire dotée de 6 milliards de dollars](#), fait également office de mécanisme de financement pour le secteur privé.



### POINTS SAILLANTS DU PREMIER THÈME : PROTECTION SOCIALE POUR APPORTER UN SOUTIEN IMMÉDIAT AUX PERSONNES VULNÉRABLES

La directrice générale chargée de la politique de développement et des partenariats de la Banque, Mme Mari Pangestu, a animé une table ronde de ministres au cours de laquelle les discussions ont porté sur la manière de prioriser les dépenses pour un impact maximal. Les ministres ont été interrogés sur les mesures politiques qu'ils ont prises pour **atténuer l'impact de la hausse des prix des denrées alimentaires et d'autres produits** sur les ménages pauvres, sur les raisons de ces mesures et sur les **difficultés** rencontrées.

#### *Atténuer l'impact de la hausse des prix des denrées alimentaires et d'autres produits*

**Le ministre Marchenko** a rappelé que **l'Ukraine** assurait près de 10 % de l'approvisionnement mondial en céréales avant la guerre entre la Russie et l'Ukraine, qui a entraîné une hausse des prix des denrées alimentaires dans le monde et mis en péril près de 400 millions de personnes dépendant de cet approvisionnement en céréales. Malgré une inflation galopante, le pays a dû geler toutes les dépenses sociales, ce qui souligne les choix politiques difficiles que doit faire ce pays en guerre.

De nombreux pays ont souligné l'importance des programmes de protection sociale pour faire face aux effets des chocs qui se chevauchent. **Le ministre Shide** a indiqué que **l'Éthiopie** a investi dans des programmes de protection sociale productive dans les zones rurales et urbaines et que ces programmes apportent une réponse efficace aux défis posés par la hausse des prix, le changement climatique et les déplacements de populations.

**Le ministre Semasinghe du Sri Lanka** a souligné que, bien que l'indice du capital humain (ICH) du pays soit passé à 60, la pandémie de COVID-19 a exposé le pays à des vulnérabilités économiques. Avec l'aide de la Banque mondiale et d'autres partenaires, le gouvernement sri-lankais a soutenu les groupes vulnérables à l'aide de transferts monétaires, de gaz domestique, d'engrais et de médicaments. Il importe de souligner qu'il a également lancé des réformes visant à rendre les régimes de protection sociale plus adaptables et expansifs, en améliorant l'identification et le ciblage, tout en facilitant une éventuelle sortie graduelle des filets de sécurité.

**Le ministre Dawaleh de Djibouti** a parlé des défis qui se posent à son pays, lequel se trouve dans un environnement physique difficile, caractérisé par la rareté des ressources et une population de migrants croissante, dont beaucoup sont des migrants du fait des changements climatiques. Il a également noté l'importance des partenariats, tels que le Réseau du projet pour le capital humain, où il est possible d'apprendre des échanges entre pairs, comme la récente collaboration avec le Maroc, facilitée par la Banque mondiale.





M. Malpass a été invité à la fin de cette première série d'échanges à faire part de ses réflexions, notamment sur la manière dont la Banque mondiale aide les pays via une série de programmes de soutien. Il a souligné que **la Banque préconise fortement de faire preuve de pragmatisme dès le début de l'utilisation des subventions, en veillant à ce qu'elles soient limitées dans le temps et supprimées progressivement.** Enfin, Mme Pangestu a fait part de ses réflexions, soulignant que la mise en œuvre de transferts monétaires est une mesure utile qui vient s'ajouter au développement de programmes d'inclusion productive et adaptés au climat.

Dans cette optique, **Mme Pangestu a invité les ministres à expliquer comment ils ont intensifié les programmes d'inclusion productive** qui offrent un soutien supplémentaire en fournissant un capital de prédémarrage, une formation professionnelle et des liens avec le marché qui peuvent protéger les personnes vulnérables à court terme et aider à renforcer la résilience à long terme.

### Mise à l'échelle des programmes d'inclusion productive

**La ministre pakistanaise, Mme Pasha,** a expliqué que son pays dispose d'un registre social et d'un système de paiement numérique solides pour assurer une protection sociale ciblée, notamment dans le contexte de la récente crise des inondations. Le pays donne également la priorité à l'abandon des transferts gouvernementaux et s'est allié au secteur à but non lucratif afin de fournir des compétences pour assurer l'auto-emploi des jeunes et des femmes.

Dans le même temps, **M. Abdoulaye Modibo, gouverneur suppléant de la Banque mondiale pour le Niger,** a souligné l'importance du programme de protection sociale adaptative, qui a été lancé en collaboration avec la Banque et est axé sur deux éléments : des transferts monétaires sur deux ans et des mesures d'accompagnement, notamment la formation, l'inclusion financière et le soutien à l'entrepreneuriat. Le programme a fait l'objet d'une évaluation rigoureuse et a montré qu'il augmentait la résilience aux chocs.

**Dr Khaled Mahdi, secrétaire général du Conseil suprême de la planification et du développement du Koweït,** a évoqué certains des défis associés à la sortie des bénéficiaires des programmes de protection sociale, notamment le manque d'estime de soi et de confiance en soi pour mener à bien les projets, en particulier chez les femmes qui ont tendance à avoir une approche plus prudente d'aversion pour le risque, et le manque de compétences entrepreneuriales. Il a noté que les transferts monétaires ne sont pas toujours suffisants et que le Koweït pilote des programmes d'inclusion productive pour accroître le soutien.

### Construire des programmes de protection sociale sûrs et adaptés

Concernant la troisième et dernière question du panel, Mme Pangestu a demandé comment les pays peuvent mettre en place des programmes de protection sociale qui sont sûrs et réactifs pendant une crise, maintenant et dans le futur, et s'il y a des leçons que les pays présents pourraient partager avec d'autres.

**La ministre Rabarinirinarison** a expliqué que **Madagascar** s'est concentré sur l'amélioration de ses programmes de protection sociale afin d'accroître l'accès à la nourriture et aux filets de sécurité. Il en veut pour exemple le programme « Productive Social Nets » axé sur l'amélioration du capital humain par l'exploitation de projets à forte intensité de main-d'œuvre et la fourniture de formations techniques sur la production agricole.

Parallèlement, **le ministre Llamosas** a évoqué le soutien apporté par le **Paraguay** aux travailleurs du secteur informel pendant la pandémie, par le biais de transferts monétaires. Plus d'un quart de la population du pays vit dans la pauvreté et 65 pour cent de la population économiquement active travaille dans le secteur informel. Cela a représenté un défi pour le déploiement des prestations, car un pourcentage élevé de la population n'était inscrit dans aucun registre social. C'est ainsi que le gouvernement a profité de la généralisation des téléphones portables pour déployer des systèmes de paiement électronique.

**M. Abdur Rouf Talukder, Gouverneur de la Banque du Bangladesh,** a noté que ce pays met actuellement en œuvre l'un des plus grands programmes de protection sociale au monde, comprenant des programmes de transfert monétaire et d'allocations, des programmes de transfert conditionnel de nourriture, et un programme visant à garantir des emplois dans des zones ciblées pour une durée déterminée. En déployant des programmes de protection sociale via un système d'identification national et un système de gouvernement-à-personne (G2P), le pays a pu réduire les fuites et augmenter le nombre de ses bénéficiaires.

**La ministre Johnson du Togo** a parlé du programme de revenu universel de solidarité que le pays a mis en place pendant la pandémie de COVID-19. Le programme Novissi était un système de transfert monétaire d'urgence qui a été activé numériquement de bout en bout, déployant environ 33,9 millions de dollars en transferts monétaires au profit de 920 000 personnes - dont 63 pour cent étaient des femmes. En outre, et avec le soutien de la Banque mondiale, le Togo a mis en œuvre un programme dans le cadre duquel les cantines scolaires ont fourni plus de 15 millions de repas chauds

### POINTS SAILLANTS DU DEUXIÈME THÈME : INVESTIR DANS LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

#### Investir dans des systèmes alimentaires durables, nutritifs et abordables

La vice-présidente de la Banque mondiale chargée du développement humain, Mme Mamta Murthi, a animé une deuxième table ronde. Il a d'abord été demandé aux ministres **comment rendre les systèmes alimentaires plus durables, plus nutritifs et plus abordables,** et quels sont les défis à relever pour mettre en œuvre ces politiques.

**La ministre sénégalaise, Mme. Sarr,** qui préside cette année le réseau du Projet pour le capital humain, a expliqué que **le Sénégal suit une démarche en cinq volets,** notamment des politiques d'accès à la terre axées sur une approche de chaîne de valeur, créant des « agropoles » ou des régions spécialisées dans







la production de certaines cultures ; une formation à la gestion des ressources en eau et en énergie pour les agriculteurs ; un financement accru des mesures d'adaptation et de l'agro-assurance ; un meilleur accès aux marchés ; et une amélioration des infrastructures de base, telles que l'eau, les énergies renouvelables et les technologies permettant le partage des données. M. Sarr a également souligné la nécessité de réduire les pertes post-récoltes.

**Le ministre João, de l'Angola**, a parlé des défis auxquels est confronté le pays en matière de malnutrition chronique, dont souffrent 38 pour cent des enfants de moins de cinq ans. Ce défi est aggravé par le fait que l'Angola se classe parmi les cinq pays ayant le plus fort taux de croissance démographique. Pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de l'Angola, le pays a mis en œuvre un projet de repas scolaires utilisant des aliments produits par les communautés locales, ce qui stimule l'économie rurale. L'Angola a introduit une série d'autres programmes, notamment un meilleur accès aux ressources financières pour les coopératives et autres producteurs, un programme visant à formaliser l'économie informelle et un plan d'investissement dans la production de céréales. Le pays teste également l'introduction d'un programme de jardins d'enfants pour renforcer les capacités préscolaires.

Dans le cadre de ses réflexions, et en guise de transition vers la section suivante, **Mme Murthi a souligné le fait que même lorsque les ménages reçoivent des transferts monétaires, ils peuvent ne pas encore savoir ce que une bonne nutrition pour les enfants implique.**

### *Assurer une nutrition saine et le développement cognitif de tous les enfants*

Intervenant sur la dernière question du deuxième panel, Mme Murthi a interrogé les pays sur **les mesures à prendre pour s'assurer que les parents et les communautés sont conscients des interventions nécessaires à une bonne nutrition et au développement cognitif des enfants.**

**Le ministre bhoutanais Tshering** a présenté l'initiative « A Thousand Golden Days », un programme axé sur la santé de la mère et du jeune enfant, qui donne la priorité au développement cognitif et physique des enfants. Ce programme prévoit des transferts monétaires conditionnels pour la mère et l'enfant, de la grossesse jusqu'à ce que l'enfant atteigne l'âge de deux ans. En outre, le gouvernement du Bhoutan a adopté une politique globale en matière d'allaitement, permettant aux femmes qui travaillent de prendre un congé de maternité de six mois.

**Le ministre Gomes du Timor-Leste** a expliqué que le pays a adopté un nouveau programme de transfert monétaire dénommé « *Mother's Purse - New Generation (Bolsa da Mãe - Jerasaun Foun)* » doté d'un budget de 13,7 millions de dollars, qui verse des allocations mensuelles aux familles ayant des femmes enceintes et des enfants jusqu'à l'âge de six ans, ainsi qu'aux enfants handicapés. Le gouvernement du Timor-Leste a également prévu un budget annuel de 10 millions de dollars pour les cinq prochaines années afin de soutenir et d'aider à remédier aux carences en micronutriments liées à une mauvaise alimentation chez les enfants des ménages à faible revenu.

Par ailleurs, **le ministre Kassali** a évoqué les efforts déployés par **l'Algérie** pour réduire l'impact de la hausse des prix des denrées alimentaires, notamment le rééchelonnement de la dette des agriculteurs, le soutien à l'achat de blé tendre et de blé dur et la mise en place d'un mécanisme compensatoire pour absorber les hausses de prix pour les consommateurs. Ces mesures ont permis à l'Algérie de se classer au troisième rang des pays africains dans le document [United Nations Development Program \(UNDP\)'s Human Development Report of 2022](#).

Enfin, **le ministre El Khalil** a expliqué qu'après près de trois ans de crise économique, **le Liban** est toujours confronté à de graves problèmes de redressement. L'aggravation des crises a fait basculer des milliers de ménages libanais dans la pauvreté et le chômage. Les préoccupations concernant l'insécurité alimentaire et nutritionnelle s'intensifient, le pays se retrouvant dans [les 20 principales zones gravement touchées par la faim dans le monde](#). M. El Khalil a également évoqué l'aide apportée par la Banque mondiale au Liban, notamment un prêt d'urgence pour le blé lorsque le pays a perdu ses silos à grains à la suite de l'explosion survenue à Beyrouth en 2020. La Banque apporte également un appui au Liban à travers un important programme de soutien à la sécurité alimentaire pour aider les agriculteurs à importer du blé, des céréales, des produits chimiques et des engrais de meilleure qualité.

### OBSERVATIONS FINALES

Pour conclure le huis clos, le directeur général des opérations de la Banque, **Axel van Trotsenburg**, a formulé les observations suivantes :

- **Le développement du capital humain est au cœur des missions de la Banque**, et des efforts sont nécessaires pour rattraper les retards enregistrés dans ce domaine.
- **Les pays ont une bonne compréhension des défis communs**, et des expériences utiles ont été partagées lors du Conclave, mais il reste encore beaucoup à faire. Nous devons agir plus rapidement en nous concentrant sur l'agenda à long terme, et pour cela, le capital humain est essentiel.
- Au cours de l'exercice 2020-2022, les prêts consentis par la Banque en faveur de la protection



sociale, la santé et l'éducation sont passés à plus de 60 milliards de dollars - soit une augmentation de 28 milliards de dollars par rapport aux trois exercices précédents.

- **Lorsque la crise alimentaire a éclaté et que la guerre entre la Russie et l'Ukraine a commencé, la Banque a approuvé 170 milliards de dollars devant être déployés sur 15 mois.**
- Il y a beaucoup à faire, les besoins étant bien plus importants que ceux mentionnés. La question centrale reste de savoir comment les pays peuvent renforcer la résilience à long terme de leurs systèmes alimentaires et de protection sociale.
- Au moment où les gouvernements sont confrontés à des contraintes budgétaires, **la Banque est prête à les aider autant que possible.** L'Association internationale de développement (IDA) a bénéficié d'une reconstitution record de ses ressources, l'IDA se concentrant sur le partenariat pour l'avenir et le développement humain.

### PERSPECTIVES D'AVENIR

La vice-présidente Mamta Murthi a conclu l'événement en relevant les **points à retenir et a souligné l'importance pour les parents et les communautés de connaître les bonnes pratiques en matière de nutrition et de développement cognitif.**

De plus, elle a remercié tous les orateurs pour cet événement important et a invité tous les orateurs et les participants à assister à la discussion en direct, ouverte à tous, qui a suivi.

**POUR EN SAVOIR PLUS :** Consultez [l'enregistrement de la table ronde ouverte à tous et diffusée en direct](#).